

Le 15 décembre 2020

Négociation salariale Caisses d'Épargne (NAO)

LES PRÉSIDENTS POUSSENT À LA FRACTURE SOCIALE

Décidément, les présidents de directoire, tout du moins une majorité d'entre eux, n'hésitent plus à se moquer ouvertement des salariés. Leur message est clair, ils ne veulent en aucun cas entendre parler d'augmentation générale et de prime PEPA !

Ils veulent imposer l'individualisation qui ignorera les deux tiers des salariés

Pourtant, la situation sanitaire, sociale et économique nécessiterait unité et solidarité au sein des caisses ; or ces dirigeants n'entendent aborder le sujet des rémunérations que sous le seul angle de mesures individuelles, élément on ne peut plus discriminant.

Pour se donner bonne conscience, ils proposent de l'agrémenter d'une hypothétique enveloppe de supplément d'intéressement (200 €/ETP) répartie selon les termes de l'accord d'intéressement sous réserve que l'enveloppe d'intéressement 2020 soit inférieure de 20% à la moyenne des intéressements des 3 dernières années ! Cette mesure relève des NAO locales.

Le coût de la mesure est évalué à 7 millions d'€ par BPCE qui lance ce chiffre comme si toutes les caisses allaient y être éligibles, ce qui sera loin d'être le cas. A titre d'exemple, pour un salaire de 35000 €, il faudrait que l'intéressement touché par le salarié baisse de 700 € pour qu'il puisse espérer récupérer 200 €. Dit autrement, c'est perdre au moins 20% pour n'en récupérer que 6%. Une belle hypocrisie ! C'est une marque de tromperie à l'égard des salariés inadmissible.

Objectif défense du pouvoir d'achat pour tous

L'intersyndicale, désormais circonscrite aux OS réformistes CFDT – SNE-CGC – SU-UNSA, s'est opposée avec une extrême fermeté à cette proposition qui ne répond en rien aux besoins économiques des salariés. En cette période plus que troublée, les ménages ont besoin d'avoir des certitudes en matière de pouvoir d'achat et seules des mesures de portée générale peuvent y répondre.

D'ailleurs, les Directeurs généraux des Banques populaires ne s'y sont pas trompés en proposant une augmentation générale de 0,5% aux salaires annuels allant jusqu'à 33 000 €. Certes la mesure est faible, certes elle ne prend pas en compte tous les salariés, mais le principe est là. Pourquoi une augmentation générale est-elle possible dans les BP et pas dans les Caisses d'épargne ?

Il s'agit d'une volonté des présidents de directoire de pousser vers l'individualisation des rémunérations, meilleur moyen selon eux de pousser les salariés à produire toujours plus en faisant fi des conséquences physiques et mentales d'un tel management sur leur santé.

L'intersyndicale a formulé une nouvelle proposition

0,6% d'AG avec plancher de 250 € + une prime PEPA de 600 €

**qui traduit un esprit d'ouverture pour la recherche d'une issue
autre que la fracture sociale où conduit le dogmatisme des présidents !**

Une seconde lettre ouverte leur a été adressée pour les interpeler directement, sachant qu'aucun d'eux n'est présent en négociation nationale, seuls des DRH silencieux les représentant.